



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_129

FINANCES - ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER ET DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 POUR LE MANDAT DEBUTANT EN 2026

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – Dans le cadre de la modernisation de la gestion budgétaire et comptable des collectivités territoriales, la Ville de Montivilliers a engagé son passage à l'instruction budgétaire et comptable M57, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Ce référentiel, applicable depuis le 1er janvier 2024 pour les communes de plus de 3 500 habitants, vise à harmoniser les pratiques comptables, renforcer la transparence financière et améliorer le pilotage pluriannuel des finances locales.

L'adoption de la M57 impose, en vertu des textes réglementaires, la rédaction et l'approbation d'un règlement budgétaire et financier (RBF) avant le vote du premier budget primitif relevant de cette nomenclature. Ce document, obligatoire et structurant, a pour objet de :

- Décrire les procédures budgétaires et comptables de la collectivité, en clarifiant les rôles et responsabilités des différents acteurs (ordonnateur, services financiers, comptable public, etc.) ;
- Formaliser un référentiel commun pour les élus et les services, garantissant la cohérence et la permanence des méthodes de gestion ;
- Rappeler les normes juridiques et comptables applicables, notamment en matière d'autorisations de programme (AP), de crédits de paiement (CP) et de gestion pluriannuelle ;
- Définir les règles internes de gestion, adaptées aux spécificités locales, tout en respectant le cadre légal et réglementaire.

Le présent règlement, élaboré pour la durée de la mandature débutant en 2026, s'inscrit dans ce cadre.,

Ce document, annexé à la présente délibération, a été conçu pour :

- Sécuriser les procédures en évitant les interprétations divergentes ;
- Faciliter le dialogue de gestion entre les services et les élus ;
- Anticiper les évolutions législatives ou réglementaires, le RBF pouvant être modifié par voie d'avenant en cours de mandature.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter ce règlement, qui entrera en vigueur dès le vote du budget supplémentaire primitif 2026, premier budget relevant de la nouvelle mandature pour la Ville de Montivilliers.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le référentiel budgétaire et comptable M57 ;

VU le projet du Règlement Budgétaire et Financier et ses annexes tels qu'annexés ;

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, 4^e Adjoint au Maire, en charge des finances, de la commande publique et des ressources humaines ;

VU la commission Affaires générales et Finances réunie le 3 juin 2026, consultée.

CONSIDÉRANT

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Que l'instruction budgétaire et comptable M57, applicable à la Ville de Montivilliers depuis le 1er janvier 2024, impose l'adoption d'un règlement budgétaire et financier avant le vote du premier budget relevant de cette nomenclature ;
- Que ce règlement est obligatoire pour les collectivités territoriales, conformément aux articles L. 1612-2 et R. 2311-1 du CGCT, ainsi qu'à l'annexe 1 de l'instruction M57 ;
- Que ce règlement, valable pour la durée de la mandature débutant en 2026, pourra être modifié par voie d'avenant en cas d'évolution des textes ou des besoins de la collectivité ;
- Que l'adoption de ce règlement est un préalable indispensable au vote du budget Supplémentaire 2026, premier budget relevant de la nouvelle mandature avec nomenclature M57 pour la Ville ;
- la Ville s'est engagée à appliquer la nomenclature M57 au 1er janvier 2024.
- Qu'en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisation de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2% des dépenses réelles de chacune des sections,
- Qu'en matière de gestion pluriannuelle des crédits: définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisation d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif,
- Qu'en matière de fongibilité des crédits: faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'autoriser :

- L'entrée en vigueur à compter du vote du budget supplémentaire 2026, premier budget relevant de la nouvelle mandature avec l'instruction budgétaire et comptable M57 ;
- Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

- D'adopter :

- Le règlement budgétaire et financier de la Ville de Montivilliers, tel qu'annexé à la présente délibération, pour la durée de la mandature débutant en 2026.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr